Introduction

Jacques Forster

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1552>

DOI : 10.4000/aspd.1552

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1992

Pagination : VII-IX

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 11 | 1992, mis en ligne le 18 mai 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1552> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1552>

INTRODUCTION

La chute du mur de Berlin a précipité les relations entre le Nord et le Sud dans une nouvelle époque dont il est encore difficile de définir les caractéristiques. Jusqu'alors, la coopération internationale au développement avait été marquée du sceau de la rivalité entre l'Est et l'Ouest. La guerre froide était, en partie au moins, à l'origine de l'attention soudaine que les pays industrialisés manifestèrent aux pays en développement dès 1945. Elle explique aussi pourquoi la coopération bilatérale fut trop souvent détournée de ses objectifs premiers pour favoriser les desseins géo-politiques des grandes puissances.

La chute de l'empire soviétique crée une situation nouvelle. Les pays industrialisés sont maintenant confrontés à un choix de société mondiale comme ils le furent à l'issue de la deuxième guerre mondiale. Ils avaient alors manifesté leur volonté d'intégrer les pays en développement à l'économie mondiale. Aujourd'hui, en dépit du manque de recul historique, on peut entrevoir deux options fondamentales.

La première consisterait à admettre que la fin de la guerre froide supprime une des raisons d'être de la coopération Nord-Sud, conçue comme la défense des intérêts occidentaux face à la menace communiste dans le Tiers monde. Il s'agirait dès lors de mettre en place une stratégie de repli sur l'hémisphère nord en défendant les frontières contre les nouvelles migrations venues du Sud. Dans nombre de pays européens, ce scénario d'apartheid à l'échelle mondiale est déjà devenu celui d'une minorité virulente qui manifeste sa haine des migrants venus du Sud. Il pourrait, à terme, aussi tenter une partie de la majorité silencieuse.

La seconde option serait de saisir l'occasion de cette mutation pour définir une nouvelle approche de la coopération au développement. Il s'agirait pour les pays industriels d'adapter leurs politiques économiques pour en éliminer les effets négatifs pour les pays en développement. Cette recherche d'une plus grande cohérence devrait aussi intégrer tant les paramètres de la problématique "environnement et développement" que des nouveaux courants migratoires.

La nature de la société mondiale de la fin du XXe siècle ne laisse en fait guère le choix entre ces deux options. En effet, le développement des pays industrialisés a contribué à lier, "pour le meilleur et pour le pire", le destin de tous les pays du globe. Dans ce contexte, tout repli sur soi n'est qu'illusion.

La disparition de la compétition idéologique et géo-stratégique entre les grandes puissances offre par contre une chance, certes fragile, de renforcer la coopération internationale. On peut en espérer une réduction des tensions et des inégalités ainsi qu'une meilleure gestion des ressources. Concilier la croissance des pays pauvres et la préservation de l'environnement naturel est un des défis majeurs de notre temps. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui se tiendra en juin 1992 à Rio de Janeiro révélera la capacité de la communauté internationale à affronter ces graves problèmes dans la nouvelle conjoncture mondiale. Nous désirons contribuer, modestement, à la préparation de ce grand débat en consacrant le dossier de l'Annuaire 1992 aux analyses et points de vue des acteurs suisses. Sont ainsi présentées les réflexions des milieux universitaires et gouvernementaux, celles de l'économie privée et des ONG ainsi que des propositions concrètes que la Suisse entend présenter à Rio de Janeiro.

Les évolutions récentes du système mondial provoquent un renforcement de certaines organisations internationales. Ainsi le FMI et la Banque mondiale tendent à devenir plus universelles en s'ouvrant, notamment, aux pays de l'ancien bloc socialiste. Le dossier de l'Annuaire Suisse-Tiers monde 1991 était consacré à l'adhésion de la Suisse à ces institutions. Nous évoquons à nouveau ce thème en raison du double référendum lancé contre cette proposition d'adhésion. Certains opposants évoquent le coût financier de l'adhésion qu'ils jugent trop élevé; d'autres contestent la politique de ces institutions et dénoncent ses effets dans les pays pauvres.

Sans entrer dans la polémique, force est de constater que ces organisations existent. Même imparfaites, elles sont seules capables de tenter de résoudre à grande échelle les problèmes économiques et financiers des pays en développement. Pour le reste, le FMI et la Banque mondiale sont ce que leurs membres veulent qu'ils soient. Le débat sur la perspective de l'adhésion de la Suisse ne devrait donc pas tant porter sur le principe de celle-ci, que sur les positions que devraient défendre les représentants suisses au sein des institutions de Bretton Woods sur des questions telles que la conditionnalité, les politiques de stabilisation et d'ajustement. La Suisse, puissance économique de taille moyenne, pourrait faire entendre sa voix à Washington aux côtés de pays qui partagent ses options de politique de développement. Toute option du repli sur soi face à la coopération économique internationale n'a de sens que si l'on accepte le risque d'une marginalisation croissante de notre pays. A cet égard, le débat sur le FMI préfigure celui sur les relations futures de la Suisse avec la Communauté européenne. Quel que soit le résultat du vote populaire sur la question de l'adhésion de la Suisse qu'institutions de Bretton Woods, nous continuerons dans cet annuaire à suivre avec attention les relations multiples de la Suisse avec ces institutions.

A côté des articles du dossier "environnement et développement", l'Annuaire Suisse-Tiers monde 1992 comprend les rubriques habituelles suivantes:

- une **revue des événements**, survenus jusqu'en octobre 1991, ayant trait aux relations bilatérales et multilatérales de la Suisse avec les pays en développement. Cette revue est accompagnée d'une chronologie. Ces dernières années, la coopération publique de la Suisse avec les pays d'Europe de l'Est a gagné d'importance et nous avons aussi abordé cette nouvelle dimension de notre politique extérieure. Cette option ne signifie nullement que nous assimilons sans autre ces pays à ceux du Tiers monde. Nous tenons à décrire et à analyser certains transferts de ressources qui présentent des analogies avec la coopération Nord-Sud et à favoriser ainsi la réflexion sur les similitudes et les différences entre les pays en développement d'une part, l'Europe de l'Est et les anciennes républiques soviétiques, d'autre part;
- une **bibliographie** des textes parus depuis l'achèvement de l'Annuaire 1991 sur les relations Suisse-Tiers monde ainsi qu'une sélection d'ouvrages publiés en Suisse sur les problèmes de développement;
- un recueil des **statistiques** portant sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique au développement;
- un **index analytique** portant sur la partie des événements de l'année.

Je remercie très vivement toutes celles et tous ceux qui ont collaboré à la publication de ce onzième volume de l'Annuaire. La collecte, l'analyse et la présentation de la masse d'informations que nous proposons à nos lecteurs représente un travail considérable. Il ne peut être mené à bien qu'avec le concours d'une équipe compétente et engagée.

Jacques Forster
Directeur de l'IUED